

Maroc: Halte à la répression

Écrit par Salim Kenz

Vendredi, 06 Juillet 2007 14:32 - Mis à jour Mercredi, 12 Septembre 2007 13:23



L'escalade répressive de ces dernières semaines au Maroc montre à nouveau que rien n'a changé dans la nature autoritaire et dictatoriale du régime marocain. Depuis le 1er mai, une vague de répression s'est de nouveau abattue sur le Maroc. De nombreux militants d'Agadir et de Ksar el-Kebir ont été condamnés à des peines de prison de plusieurs années sous le prétexte d'avoir « porter atteinte aux valeurs sacrées du royaume ».

La solidarité est, elle aussi, considérée comme un crime. Ainsi, à Beni-Mellal, quatre militants ont été condamnés à des peines de prison allant de deux mois à un an ferme, pour avoir participé à un sit-in de solidarité avec les détenus. Suite à ces événements, une coordination nationale, rassemblant les associations pour les droits de l'Homme et les syndicats, a appelé à une journée de solidarité avec les détenus, le 15 juin, dans tout le Maroc. À Casablanca, la manifestation n'a pu défiler et, dans plusieurs villes, comme à Rabat, les manifestants ont été sauvagement réprimés. À Rabat, après deux heures d'affrontements, plusieurs militants se sont retrouvés à l'hôpital, dont trois dirigeants de l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

Comme si la répression étatique ne suffisait pas, le patronat marocain utilise aussi ses propres milices pour mater la résistance. Les ouvriers Coca-Cola à Casablanca, en grève pour leurs droits syndicaux et sociaux, en ont fait les frais. On leur a envoyé des barbouzes accompagnés de chiens pour les déloger de l'usine qu'ils occupaient. La direction n'a pas hésité non plus à licencier le délégué du personnel.

Maroc: Halte à la répression

Écrit par Salim Kenz

Vendredi, 06 Juillet 2007 14:32 - Mis à jour Mercredi, 12 Septembre 2007 13:23

Voilà déjà deux ans que l'on assiste à un renouveau des luttes au Maroc, tant dans les villes que dans les campagnes. La politique économique et sociale menée, par un régime autoritaire, obéissant au FMI et à la Banque mondiale, est largement contestée dans les rangs des travailleurs et des pauvres qui ne supportent plus la situation sociale dégradée : services publics privatisés, salaires de misère, augmentation du coût de la vie, chômage massif et escalade répressive. Les années de plomb du régime Hassan II, entre 1960 et 1990, ne sont pas si loin...

Tout comme lors de la violente répression des années 1970, le régime nous oppose le nécessaire « renforcement de l'unité nationale » ; d'une part, pour réussir la pièce de théâtre que vont être les élections législatives du 27 septembre prochain et, d'autre part, pour régler les négociations sur le sort du Sahara occidental, qui réclame son indépendance. Tout cela n'est que prétexte pour cacher la réalité des politiques libérales dont les dégâts sociaux sont graves.